

CONTRE LA CASSE DU LYCÉE PROFESSIONNEL ET DES REFORMES BLANQUER ENSEMBLE AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

Le ministère de l'Éducation Nationale propose une réforme de la voie professionnelle qui a mobilisé contre elle depuis le mois de novembre de très nombreux acteurs du lycée professionnel. Aujourd'hui, les enseignant.es de Lettres-Histoire du département de la Seine-Saint-Denis sont réuni.es en formation pour parler de la mise en place de cette réforme à travers les nouveaux programmes. Les signataires de ce texte s'insurgent contre cette réforme qui va à l'encontre du rôle premier du lycée professionnel : former des citoyen.nes à un métier tout en leur ouvrant la possibilité de poursuite d'études.

Cette réforme voit tout d'abord le nombre d'heures d'enseignement général diminuer drastiquement. Le français, l'histoire-géographie et l'éducation morale et civique perdent un volume total de 113 heures sur trois ans. En CAP, par exemple, l'élève bénéficiera de 10 heures d'histoire à l'année. Matière pourtant indispensable à l'éveil critique des futur.es citoyen.nes. En Terminale, les élèves n'auront plus que 1h15 de français et 1h15 d'histoire-géographie-éducation civique. L'ambition d'inscrire et de faire réussir nos élèves en BTS devient presque impossible.

Les nouveaux programmes, ensuite, ne sont pas en reste. Ils ont été pensés sur deux mois et demi quand d'habitude, une réflexion d'une année minimum est requise pour s'adapter aux recherches universitaires et pédagogiques. Cela va dans le sens de cette réforme proposée à marche forcée avec l'absence de prise en compte des avis négatifs du Conseil Supérieur de l'Éducation et de très nombreux syndicats. La mascarade de consultation des collègues sur les nouveaux programme pendant les 15 jours des vacances scolaires en est l'exemple le plus parlant. La DGSCO n'a pas pris le temps d'analyser les avis mais a en revanche ajouté le thème "Métiers, compagnons, compagnonnage et chef-d'œuvre au XIXe siècle" qui idéalise le monde du travail et assigne nos élèves dans leurs catégories sociales.

Enfin, le ministère souhaite que les lycées professionnels développent l'apprentissage qui est normalement pris en charge par le patronat. L'apprentissage ne permet pas le développement de compétences solides et d'esprit critique, et est conditionné à un contrat de travail. Il obéit à des logiques de marché et met de côté les plus précaires et discriminés : pauvres, immigrés et filles. Il entre aussi en concurrence frontale avec le lycée professionnel, cœur de notre métier, et le dévalorise de fait.

Dans le cadre d'une formation sur la réforme de la voie professionnelle, une écrasante majorité des enseignant.es de Lettres-Histoire qui ont été convoqué.e.s se sont réuni.es en Assemblée Générale à l'ESPE de Saint-Denis, les 13/14 et 15/17 mai 2019. Ils demandent la **suspension sine die de cette réforme** pour la rentrée prochaine et une vraie réflexion longue sur la nécessaire transformation de la voie professionnelle.

Les enseignant.es de lettres-histoire du 93 se sont positionnés à une large majorité contre les réformes Blanquer et la casse du lycée professionnel.

L'AG de lutte des enseignant.es de lettres-histoire du 93 appellent :

- Les collègues à se mobiliser massivement le 18 mai avec une apparition dans un cortège des profs en lutte du LP
- A se réunir le 28 mai devant le Sénat lors de la lecture de la réforme et de faire bloc à la venue de Blanquer.

Les enseignant.es ont voté à la quasi-unanimité l'**appel à la grève pendant les corrections du BEP et du BAC Pro** accompagné par la mise en place de piquets de grève dans chaque centre d'examen avec une présence forte des collègues.

Ils et elles appellent les collègues des autres académies et des autres disciplines à rejoindre le mouvement pour l'intérêt du lycée professionnel, de ses élèves et de ses professeur.es.